



LA FEUILLE INFO

Le journal de la CGT Finances Publiques de Saône et Loire

Numéro Spécial CHSCT Mars 2017 n°20



Compte rendu du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du 24 mars 2017

ORDRE du JOUR :

1. Approbation des procès-verbaux des 19 septembre 2016 et 3 novembre 2016
2. Suivi des travaux du Comité séance du 19 septembre 2016
3. Présentation de la note d'orientations ministérielles SST
4. Le bilan budgétaire 2016 (vote)
5. Les propositions de dépenses 2017 (vote)
6. Présentation du PAP 2017 (vote) et bilan du document unique 2016
7. Rapport de visites de site du CFP de Chauffailles et du CFP de Marcigny
8. Les rapports d'évacuations incendie 2016
9. Les accidents de service 2016
10. Examen des Fiches de signalement DDFiP
11. Examen des fiches des registres santé et sécurité au travail
12. Les formations Santé et Sécurité au Travail
13. Les dossiers immobiliers
14. Questions diverses

Après **❶ l'approbation des PV des 19/09/2016 et 3/11/2016** et **❷ le suivi des travaux du Comité** (séance du 19/09/2016) qui n'appellent pas d'observations de la part des représentants des personnels, l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail nous présente **❸ la note d'orientations ministérielles 2017**.

L'ISST énonce les **différents objectifs de la note** :

- ainsi la prévention des risques reste au coeur des actions du CHSCT (en matière d'accident du travail, une analyse en est faite dans le but de favoriser des préventions) ;

La note préconise de :

- développer l'approche préventive en matière de risques psycho-sociaux (au niveau national, 814 000 situations de RPS recensées sur 2.8 millions de risques identifiés) ;

- favoriser l'analyse des situations de travail des agents sur écran ;

- prendre en compte des situations d'exposition au télétravail. La présidente du CHSCT, Mme Simon, précise qu'à ce stade, nous "*n'en sommes qu'aux balbutiements*" à la DGFIP. L'arrêté de juillet 2016 prévoit des visites au domicile des télétravailleurs.

- prévenir les risques amiante ;

- veiller à l'organisation des exercices d'évacuation car il a été constaté une baisse des exercices dans l'ensemble des directions du ministère ;
- améliorer le suivi des préconisations des acteurs de prévention ;
- renforcer le dialogue social sur la santé au travail (fiche d'impact) et formalisation de l'avis du CHSCT ;
- utiliser l'accord-cadre portant sur les interventions ergonomiques ;
- former les membres du CHSCT : deux jours de formation sur l'évaluation et la prévention des risques psycho-sociaux, en fin d'année 2017 ;
- les crédits CHSCT sont de 117,38€ / agent ;
- faire des efforts en matière de médecine de prévention : en effet, 14 départements n'ont pas de médecin de prévention ;
- renforcer le réseau des Inspecteurs Santé et Sécurité du Travail : 23 ISST sont présents dans le réseau ;
- consacrer l'importance du rôle des assistants de prévention.

④Le bilan budgétaire 2016 :

La dotation initiale était de 98 854 Euros. « *Tout a été payé et réalisé* » pour un montant de 98 832,19 €. Reste 21,81 € !

Ce bilan de budget est voté à l'unanimité.

⑤Les propositions de dépenses 2017 :

Dotation CHSCT 2017 95 547 €

Propositions : 34 731,88 €

DOTATION CHSCT-71 2017 : 95 547 €

Numéros des actions	ACTIONS	Crédits demandés	Position du GT du 21/03	Observations
1	Achat d'un téléphone pour un agent	220,00	Oui	prescription MP
1	Lampe led loupe pour un agent	118,80	Oui	prescription MP
1	4 Fauteuils ergonomiques	1 273,61	Oui	prescription MP
2	Maintenance défibrillateurs + kit +Electrodes	1 893,60	Oui	prévention médicale
3	30 Fauteuils de travail	5 675,40	Oui	Amélioration des conditions de travail
4	Achat de fournitures diverses	4 542,90	Oui	reflexion action globale cloison acoustique
5	Mise en conformité électrique CFP de Charolles	1 778,88	Oui	Sécurité électrique
	Vérifications électriques divers sites	En attente devis	En attente	Sécurité électrique
	Mises en conformité électriques diverse sites	En attente devis	En attente	Sécurité électrique
6	Achat de matériel pour intervention sur les sites	204,43	Oui	Matériel pour assistant de prévention
8	Elagage des arbres CFP de Chalon sur Saône	4 284,00	Oui	Sécurisation des voies de circulation
9	Installation d'un bouton moleté CFP de Marcigny	192,30	Oui	Sécurité incendie
10	Pose de stores à la cité administrative PCE, BCR, PCRP	4 210,80	Oui	Amélioration des conditions de travail
11	Réfection de l'entrée du Parking CFP de Chalon sur Saône	7 341,00	Oui	Sécurisation des voies de circulation
12	Adaptation d'une structure étanche pour l'accès PMR au CFP Chalon	2 996,16	En attente	Accessibilité / Vérification garantie
13	Réparation du rideau d'air chaud CFP de Chalon sur Saône	Devis en cours	Oui	
	Total actions DDFIP	34 731,88		

☞ **Concernant les vérifications électriques et les mises en conformité**, les constats faits par l'équipe RH sont les suivants :

- là où la DGFIP est propriétaire :
 - Autun : RAS
 - Mâcon : prises multiples à supprimer ;
 - Charolles : 14 remarques formulées ; devis demandés ;
 - Chalon : 23 remarques formulées ; devis demandés ;
- là où la DGFIP est locataire : des courriers-types seront adressés aux propriétaires. L'employeur doit, en tout état de cause, procéder à la vérification.

Vote : POUR à l'unanimité

❶ Mme Simon nous précise que le bureau SPIB (sous direction du budget et de l'immobilier), en visite à la Cité administrative à Mâcon le 15 mars 2017, n'a pas validé le projet des réaménagements à la Cité. Il a été jugé *«trop expansionniste»*...car contrevenant aux 12m² par agent ! Il est alors déploré que les agents *«seront moins bien installés»*. Les budgets DDFIP perdent 20% tous les ans. La DDFIP *« dispose de 3 millions d'Euros pour faire tourner le département sans compter les enveloppes réduites en cours d'année...Seulement 9 000 Euros ont été alloués par la DG pour ce projet de réaménagement »* (déménagement du Breuil, des services, etc.) ! Et la DDFIP de conclure : *« nous ne décidons pas contre les agents. Le relogement se fera en gardant le même nombre de locaux et de m². »*

❷ **Présentation du PAP 2017 (vote) et bilan du document unique 2016 :**

Bilan : le Plan Annuel de Prévention 2016 a été présenté au CHSCT de mars 2016. Comme chaque année, on retrouve, principalement des situations d'expositions liées :

- aux exigences du travail (16.60% dont 22% liées aux charges de travail) ;
- aux activités physiques (manipulations de charges)
- au travail sur écran (10.38%)

Concernant le PAP 2017 : un travail est en cours pour reformuler le document unique actuellement de 800 lignes environ à 39 lignes.

Vote : POUR à l'unanimité

❸ **Rapport de visites des Centre des Finances Publiques de Chauffailles et de Marcigny :**

- Chauffailles : il ressort du rapport présenté par le secrétaire du CHSCT que le centre de Chauffailles est un bâtiment ancien. La DDFIP est locataire. Il y a des problèmes d'infiltrations d'eau et de courants d'air froid l'hiver. Par ailleurs, il a été constaté un problème de stockage des archives. L'une des causes réside dans le sous-effectif qui ne permet pas de réaliser le rangement et l'archivage.

Les radiateurs sont très anciens.

De surcroît, il paraît impératif de traiter le problème de la moquette murale (un devis sera demandé pour l'enlever).

Un courrier sera fait à la mairie pour évoquer le chauffage et les infiltrations.

- Marcigny : le problème de l'amplitude horaire est évoqué car elle génère des difficultés quant à la présence des effectifs.

Le problème de la porte d'entrée est aussi relevé mais traité depuis par l'assistant de prévention. Sont énoncés aussi le problème de l'éclairage de la pièce principale et le cas des fenêtres, côté cour, qui ne s'ouvrent pas. Depuis la visite des membres du CHSCT, des réaménagements ont eu lieu.

❶ Dans ce cadre, Mme Simon indique qu'elle envisage de faire un bilan complet sur les horaires d'ouverture au public.

☞ Les membres du CHSCT énoncent les prochaines visites de sites : Saint Germain et Pierre de Bresse ; Paray le Monial et Digoin ; et la CGT finances publiques a souhaité soumettre aussi Chalon Périphérie, ce qui a été validé. Dans le même temps, l'Inspecteur SST se rendra à Charolles

et Perrecy-les-Forges ainsi qu'à Bourbon et Gueugnon (6/04).

⑧ Les rapports d'évacuations incendie 2016 :

Ils nous sont présentés par l'assistant de prévention, Alain Senaillet. Il nous indique que le contexte d'état d'urgence comporte un certain nombre de contraintes en matière d'exercices d'évacuation. Toutefois, en Saône et Loire : les exercices ont tous été réalisés. Il fait état de sa satisfaction quant aux personnes qui se portent volontaires pour être guides-files ou serre-files.

Chaque site est passé en revue avec les points d'amélioration à apporter.

⑨ Les accidents de service 2016 :

Cette année, il est dénombré 4 accidents du travail (inhalation, chocs, chutes), 3 accidents de trajet (chutes avec fracture, luxation, contusions) et 1 accident de mission (chute avec lésions multiples).

⑩ Examen des fiches de signalement DDFIP :

Une nouvelle fois, elles traduisent un relationnel conflictuel entre agents et citoyens (en accueil physique et téléphonique). Il existe aussi des cas de conflits entre agents non présentés en fiche de signalement...

La DDFIP rappelle le protocole suivi notamment en cas de menaces, qui va de la lettre de rappel à l'ordre à la saisie du procureur.

☞ La CGT finances publiques 71 interroge la DDFIP sur la conduite à tenir en cas de récurrence et soumet un cas précis à l'équipe de direction pour suivi.

L'Inspecteur SST constate une augmentation des fiches de signalement.

11- Examen des fiches des registres Santé et Sécurité au travail.

Des interventions ont été faites suite aux annotations des registres.

☞ La CGT Finances publiques 71 a évoqué la nécessité de poser un digicode sur la porte du couloir du SIE de Montceau les Mines afin d'empêcher les intrusions dans les locaux strictement privés du SIE (armoires dossiers, etc.). De surcroît, des personnes venant en réception se sont retrouvées dans ce couloir à la recherche de l'entrée du SIE..!

La requête n'a pas été retenue au motif que les personnes ne doivent pas se retrouver dans les étages sans accompagnement et que les réceptions doivent se faire en zone d'accueil au rez-de-chaussée. Ce sont les normes départementales en termes de sécurité...

12- Les formations Santé et Sécurité au travail :

181 participations ont été enregistrées en 2016 ce qui est une bonne chose.

Dans le contexte actuel, et en lien avec les sujets des fiches de signalement, il est précisé que le stage de gestion des situations difficiles est reconduit. Il est fait par une formatrice extérieure. Il ne faut donc pas hésiter à s'inscrire ! Les retours sont bons.

Enfin un point est fait sur **13- les dossiers immobiliers** (Dircofi, Chalon et les archives de la trésorerie de Givry).

14- Questions diverses :

-La DDFIP nous informe que le médecin de prévention ne souhaite plus faire de consultations sur le site de Charolles (qui n'était pas reconnu comme un site de consultation mais qui avait été retenu par le passé pour limiter les kilomètres aux agents). Organisations syndicales et administration ont essayé de trouver une solution pour permettre le maintien de ces consultations...vainement.

- La DDFIP nous indique qu'elle a écrit à la mairie de Montceau pour obtenir des précisions sur le stationnement devant le centre des finances publiques de Montceau qui, selon un article de presse, devrait passer en zone bleue... Les agents seraient alors contraints de stationner sur le parking de Géant Casino, et traverser un boulevard à quatre-voies...dangereux !